



Déclaration préalable CSA-SD du 30 mars 2026

Monsieur le Directeur Académique, Mesdames et messieurs les membres du CSA-SD.

Cette année encore, la carte scolaire pour notre département crée un tollé général. Et pour cause : 34 fermetures de classes prévues, 2 postes de RASED en moins, 1 poste en sessad et un poste en IME supprimés. C'est une hécatombe.

Une fois encore, les moyens pourtant plus que nécessaire pour pouvoir améliorer les conditions d'accueil des élèves et de travail des enseignants, pour répondre aux besoins de l'école publique en souffrance et aux revendications des personnels et des parents ne sont pas au rendez-vous. Loin de là. Pire, ils s'amenuisent encore.

Alors que l'on manque de tout : RASED, en particulier de psychologues scolaires, AESH, enseignants et places dans les structures spécialisés, médecine scolaire... la seule réponse : on ferme encore des classes on supprime encore des postes.

Alors nous l'avons bien compris, ce n'est pas entre vos mains, vous gérez la pénurie. Et cela, du fait des 21 postes que vous devez rendre. Car ces 21 postes, qui s'ajoutent au 15 de l'an passé, découlent directement des 1891 postes supprimés par le gouvernement de façon parfaitement illégitime à coup de 49-3, et qui ont été répartis entre les académies, puis entre départements : en somme, on partage la misère.

Et sera donc 21 postes en moins pour notre département. Une aberration quand on voit l'état actuel des choses.

D'autant qu'à ces 21 postes supprimés, s'ajoutent les 9 postes que vous êtes sommés d'utiliser pour mettre en place les PAS, dans des conditions que vous n'êtes pas en mesure de nous expliciter. Ce sont donc en réalité 30 postes en moins pour nos écoles.

Par ailleurs, ces Pôles d'Appui à la Scolarité (les PAS) qui remplacent les PIAL, ne sont qu'un nouveau moyen d'avancer à marche forcée dans l'inclusion systématique à tout prix. Celle qui implique la dégradation du climat scolaire, qui augmente la difficulté, qui fait exploser des classes, voire des écoles entières, qui provoquent la détresse des enseignants démunis et perturbent l'ensemble des élèves et notamment ceux directement concernés qui sont privés des soins qui leur sont nécessaires. Rappelons que dans le département 90 élèves n'ont pas la place en établissement spécialisé qu'ils devraient avoir.

Ce cadre inadapté, imposé à ces élèves ayant des besoins particuliers et notamment médicaux, reconnus par la MDPH, et qui sont balancés en milieu ordinaire, provoque la souffrance de tous. Or les PAS permettent d'aller encore plus loin : selon le ministre lui-même, ces PAS n'ont pour objectif (outre le fait de flexibiliser encore davantage les AESH et reporter encore la responsabilité sur les enseignants) que de sortir du champ du handicap des élèves qui y seraient actuellement. Autrement dit, plutôt que d'y répondre, il s'agit donc d'invisibiliser les besoins. La FNEC FP-FO refuse la mise en place de ces PAS.

D'autant qu'en annulant ces 9 créations de postes cela permettrait de sauver, déjà, 9 classes, dans 9 écoles du département. Certes, cela ne serait pas encore suffisant, car nous le constatons : ce sont bien plus de 9 écoles dont les enseignants, parents, élus municipaux sont mobilisés aujourd'hui pour exprimer leurs besoins. Pour vous faire remonter la réalité du terrain, de la vraie vie, de leur quotidien dans les classes, pas la logique comptable d'un tableau excel, d'un graphique ou d'une courbe d'effectifs : non, pour vous faire entendre leurs revendications légitimes.

La FNEC-FP FO 89, demande, en ce sens, que cette réalité vous puissiez l'entendre et, comme cela se faisait par le passé, que les délégations d'écoles (enseignants, parents, élus) présentes aujourd'hui soient reçues afin de vous porter leur revendications, de vous exposer leurs arguments, de faire entendre les raisons de leur refus de ces mesures que vous leur imposez.

Comme vous le savez, nous vous l'avons dit et vous le redirons : nous exigeons l'abandon de toutes les mesures de fermetures, donc des 34 que vous nous présentez et les ouvertures partout où cela est nécessaire, le renforcement des RASED et UPE2A, les postes en structures spécialisées et pour la médecine scolaire, les AESH... Non par confort ou par esprit de contestation, mais parce que c'est la demande, forte, de tous les acteurs de l'éducation, de tous ceux qui défendent l'école publique... et qui la voient chaque année sombrer davantage sous les coups de la logique budgétaire d'austérité et de dirigeants qui préfèrent déployer des milliards pour construire des missiles ou des porte-avions, plutôt que pour remettre l'école sur pieds.

A noter que le porte-avion « France Libre » coûte, à lui seul, la moitié du budget total de l'Éducation Nationale. Qu'encore 8,5 milliards vont être déployés pour des munitions, annoncés par le 1^{er} ministre. Et que, dans le même temps, 4000 postes sont supprimés dans l'Education Nationale, que des milliers de classes (plus de 10000 voire 15000) sont fermées dans nos écoles. C'est indécent !

La FNEC-FP FO le réclame à nouveau, avec détermination : des moyens pour l'école publique, pas pour la guerre ! NON au budget de misère ! NON aux fermetures de classes, NON aux suppressions de postes !

Je vous remercie.